

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 22/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE BOURNET GYPSE

Chemin de la carrière

66220 Lesquerde

Réf : 2023-149-PR
Code AIOT : 0006601423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans carrière souterraine exploitée par la société BOURNET GYPSE implanté Camp d'En Carri sur la commune de Lesquerde. L'inspection a été annoncée le 29/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Le thème retenu pour cette inspection en lien avec les actions nationales, est la pollution accidentelle des eaux (aire de ravitaillement, rejet d'exhaure...).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE BOURNET GYPSE
- Camp d'En Carri 66220 Lesquerde
- Code AIOT : 0006601423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bournet Gypse exploite une carrière souterraine de Gypse ouverte de façon artisanale vers 1925. Le gypse était à l'origine extrait pour la fabrication du plâtre ; il est utilisé aujourd'hui essentiellement dans la fabrication du ciment dans lequel il joue un rôle de retardateur de prise. La production annuelle est de l'ordre de 50.000 tonnes.

Le mode d'exploitation est celui dit des « chambres et piliers abandonnés en étages superposés ».

Sur la partie nord (par rapport à la RD19) il est prévu d'exploiter 10 niveaux et sur la partie sud il est prévu d'exploiter 6 niveaux.

Les matériaux sont extraits à l'aide d'explosifs, transportés par tombereau jusqu'à une installation de broyage située à proximité de l'entrée, dans les anciens travaux.

L'autorisation d'exploiter la carrière souterraine de gypse de LESQUERDE a été renouvelée pour 30 ans et étendue par arrêté préfectoral n°030-0001 du 30/01/18 qui constitue l'acte administratif de référence.

Le groupe Lafarge a acquis l'ensemble des parts de cette carrière au 31/08/2022, en suivant la dénomination sociale a été modifiée et est devenue « Bournet Gypse ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Audit environnement	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.3
2	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
3	Aire de ravitaillement et d'entretien	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.8
4	Stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.II
5	Élimination	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.III
6	Eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 I
7	Émissaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 II
8	Milieu récepteur des rejets et fréquence d'analyse	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 III

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les écarts relevés lors des précédentes inspections ont fait l'objet de mesures correctives.

Le nouveau thème examiné n'a pas fait l'objet de constat d'écart.

L'inspection a toutefois donné lieu à des observations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.3
Thème(s) : Autre, Audits environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors des visites d'inspection du 21/09/2022 et du 14/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. [...]</p> <p><u>Observation à lever suite à l'inspection précédente :</u></p> <ol style="list-style-type: none">1) la mise à jour du tableau de synthèse confirmant la réalisation des travaux de mise en conformité doit être adressée à l'inspection, notamment à la fin du 1er semestre 2023 et à la fin 2023 ;2) dans l'attente de la réalisation de l'étude géotechnique, l'inspection rappelle qu'il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures de sécurité qu'il juge utile, notamment la matérialisation des zones concernées et la condamnation des passages où les planches ont significativement été diminuées ;
Constats inspection du 20/09/2023 : <p>Suite aux précédentes inspection, l'exploitant a remis le rapport d'audit de l'AP ainsi qu'un tableau de synthèse récapitulant les non-conformités et la planification retenue pour la correction des écarts.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé respecter la planification et l'échéance de fin d'année 2023 pour finaliser les points restant à traiter à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• la mise à jour des consignes d'exploitation ;• la mise à jour du plan de circulation des eaux et le registre de suivi associée ;• renforcer la maîtrise des accès par d'éventuels promeneurs entre la barrière et l'entrée sud ;• finaliser la mise en conformité électrique après remplacement du transformateur ;• mettre à jour le plan de sécurité en lien avec le SDIS ;• finaliser la remise en fonction de la liaison téléphonique depuis le bungalow pour permettre l'alerte des secours ;• compléter l'étude géotechnique prenant en compte l'épaisseur des planches inférieure à 4 m ;• inclure la galerie 38 au prochain suivi géotechnique ;• finaliser l'étude géotechnique pour statuer sur la stabilité court terme et long terme au droit des planches dont l'épaisseur est < 4 m. <p>L'audit a en particulier fait ressortir une non-conformité concernant l'épaisseur de 4m des planches entre niveau.</p> <p>Dans l'attente de la réalisation d'une étude géotechnique prenant en compte cet élément, l'exploitant a repéré les zones où les planches ne respectent pas l'épaisseur de 4 m sur les plans par niveaux et limité l'accès à ces zones.</p> <p>Au cours de la visite de terrain l'inspection a vérifié par sondage la matérialisation de l'interdiction des accès à l'aide de monoblocs en béton. L'exploitant précise qu'il est prévu d'ajouter une signalétique afin de confirmer l'interdiction.</p> <p><u>Observation :</u></p>

L'inspection rappelle que la mise à jour du tableau de synthèse confirmant la réalisation des travaux de mise en conformité doit lui être adressé fin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <p>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</p> <p>Écart à corriger suite à l'inspection du 14/02/2023 :</p> <p>Le PGD doit comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none">• la planification prévisionnelle pour le remblayage des différentes galeries avec les stériles en lien avec l'avancement de l'exploitation ;• les procédures de contrôle et de surveillance des zones remblayées.
Constats inspection du 20/09/2023 : <p>Le PGD a été complété avec la mention des :</p> <ul style="list-style-type: none">• modalités de mise en œuvre des remblais : échéancier et modalités techniques• modalités de suivi des tassements et des mouvements. <p>Un registre de suivi a été mis en place.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'opération de remblayage depuis le début de l'année puisque l'ensemble du gisement a pu être valorisé sans présence de stérile. De ce fait le registre n'a pas été renseigné.</p> <p><u>Observation :</u></p> <p>Les opérations de remblayage doivent être planifiées sur la phase quinquennale afin de respecter les hypothèses qui ont conduit à la détermination du montant de la garantie financière.</p> <p>L'inspection suggère d'ajouter sur le registre « Procédure de contrôle et de surveillance » la planification prévisionnelle et les moyens permettant de suivre l'avancement du remblayage au regard de l'objectif prévu.</p> <p>A noter que le registre prévoit un renseignement à fréquence semestrielle minimum.</p>

N° 3 : Aire de ravitaillement et d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté d'autorisation du 30/01/2018, article 8.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'entretien des engins de chantier est réalisé sur une aire placée à l'intérieur de la carrière souterraine, étanche, entourée par un caniveau ou un rebord formant cuvette de rétention, reliée à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'aire de remplissage et de soutirage d'hydrocarbure est conçue et aménagée de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux. L'appareil de distribution devront présenter toutes les sécurités et les garanties relatives à la manipulation de liquides inflammables. Ils devront être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules (îlots en béton, butoir de roue, etc....).</p> <p>Les flexibles de distribution ou de remplissage seront conformes à la norme en vigueur. Ils seront entretenus en bon état de fonctionnement et équipé d'un robinet de distribution muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein. Par ailleurs, l'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne doivent pas pouvoir s'effectuer sans intervention manuelle.</p> <p>Des produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir les hydrocarbures ou les produits polluants accidentellement répandus seront stockés et disponibles à proximité du poste de distribution et de la plate-forme engins, avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.</p>
<p>Constats inspection du 20/09/2023 :</p> <p>L'aire d'entretien a été aménagée à l'intérieur de la carrière souterraine, au niveau 336, à proximité de l'entrée nord. Elle est constituée d'une dalle béton de dimension environ 6m x 10 m formant une légère pente orientée à l'opposée du point d'entrée des engins. Elle est équipée sur 3 faces de murets d'environ 20 cm de hauteur. L'exploitant confirme qu'elle présente une capacité de rétention d'environ 6 m³ sachant que le plus grand réservoir contenant des produits polluants / dangereux présent sur les engins à un volume < à 500 l.</p> <p>L'aire de ravitaillement se situe au niveau 296. Cette aire a été réaménagée début 2023.</p> <p>L'ancien poste de remplissage de carburant a été supprimé.</p> <p>Une nouvelle cuve double enveloppe intégrant un flexible de distribution sur enrouleur a été positionné sur une dalle.</p> <p>Ces aires disposent d'un éclairage artificiel.</p> <p>Postérieurement à l'inspection l'exploitant a confirmé que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le nettoyage de l'ancienne aire a été finalisé ;• des produits fixants / absorbants ont été positionnés à proximité du poste de distribution et de la plate-forme engins, avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres..
Constats inspection du 20/09/2023 : Cf point de contrôle précédent L'exploitant a supprimé l'ancien poste de remplissage de carburant au 1 ^{er} semestre 2023 et regroupé dans une galerie du niveau 296 : <ul style="list-style-type: none">• le nouveau poste constitué par un réservoir double enveloppe positionné sur une dalle ;• l'aire d'entreposage des huiles et autres liquides et déchets potentiellement polluants sur rétentions. L'exploitant précise que ce nouvel emplacement bénéficie d'éclairage ce qui n'était pas le cas du précédent, ce qui facilite les opérations de transvasement et manipulation des produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Élimination

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.III
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats inspection du 20/09/2023 : L'exploitant confirme que : <ul style="list-style-type: none">• les fluides provenant de l'entretien des engins sont éliminés par l'entreprise en charge de l'entretien ;• les produits éventuellement récupérés en cas d'accident seront éliminés comme des déchets et tracés dans l'outils numérique « trackdéchet ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 I
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;• la température est inférieure à 30 °C ;• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes.</p> <p>L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p>
Constats inspection du 20/09/2023 : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu correspondent aux eaux d'exhaure. Le réseau de collecte des eaux de ruissellement ou d'infiltration est un réseau gravitaire (avant pompage pour rejet) constitué par un ensemble de retenues (basses), de fossés creusés le long des pistes et séparées de celles-ci par des petits merlons ou caniveaux. Suivant les dispositions prévues par le 5ème alinéa de l'article 18.2.3-I de l'AM du 22/09/94, la nature des terrains n'a pas nécessité de fixer d'autres valeurs limites sur d'autres paramètres dans l'arrêté d'autorisation. L'article 9.2.2 « surveillance des rejets aqueux » de l'arrêté d'autorisation du 30/01/2018 fixe par contre une périodicité de 3 ans pour le contrôle des rejets. L'exploitant présente le rapport d'analyse du rejet (eaux d'exhaure) par la société SGS, prélèvement du 09/08/2023. La précédente analyse a été effectuée en 2015. Les résultats sont conformes pour le pH, température, DCO, couleur et Hydrocarbures. Le paramètre MEST est en dépassement : 58 mg/l pour une VL à 35 mg/l mais l'exploitant précise que le prélèvement a été réalisé sur un échantillon ponctuel est la norme prévoit dans ce cas un doublement de la VL (soit 60 mg/l). L'exploitant ajoute qu'il y avait un filet d'eau donc que le rejet n'était pas vraiment représentatif.
<u>Observations :</u>

<ul style="list-style-type: none"> la périodicité de 3 ans pour le contrôle des rejets doit être respectée ; l'exploitant doit veiller au respect des conditions de prélèvement (prélèvement continu d'une demi-heure, ou au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure) prévues par l'article 9.2.2 de l'arrêté d'autorisation du 30/01/2018
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
N° 7 : Émissaires
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.
Constats inspection du 20/09/2023 : La carrière n'est pas à l'origine d'un rejet industriel nécessitant l'aménagement d'un canal et d'un dispositif de prélèvement, les seuls eaux évacuées sont les eaux d'exhaure. L'article 4.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 30/01/20128 précise que les eaux d'exhaure sont évacuées : <ul style="list-style-type: none"> par pompage au niveau de l'entrée Nord (cote 336 m NGF) pour rejoindre le ravin de la Terrière ; par gravité à proximité de l'entrée Sud (cote ~302 m NGF) pour rejoindre le ravin de la Gleyse. Ces deux ravins rejoignent l'Agly après un cours de l'ordre de 1 km. L'étude d'impact démontre que compte tenu des faibles débits générés, ces rejets n'ont aucune incidence sur le milieu récepteur. L'arrêté d'autorisation ne prévoit pas que l'émissaire doit être équipé d'un canal de mesure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Milieu récepteur des rejets et fréquence d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 III
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'arrêté d'autorisation précise le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet. Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique du rejet. Il fixe la fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser.
Constats inspection du 20/09/2023 : Cf points de contrôle précédent : <ul style="list-style-type: none">• l'article 4.2.1 de l'arrêté d'autorisation précise les conditions d'évacuation des eaux d'exhaures ;• l'article 9.2.2 précise la fréquence de mesure du rejet (3 ans).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet